

collection
 *prisme*

Frédéric Boily

LE CONSERVATISME AU QUÉBEC

Retour sur une
tradition oubliée





L'épanouissement de la liberté et de la démocratie passe par la promotion du caractère pluraliste de l'espace public. Lorsque les majorités dialoguent entre elles sans négliger les minorités, quand la voix des générations montantes n'est pas étouffée et que les points de vue dissidents trouvent des espaces pour s'exprimer, les conditions sont réunies pour qu'une société puisse se considérer riche d'un espace public pluraliste. Toutefois, sur ce terrain comme sur d'autres en démocratie libérale, le triomphe définitif est un fol espoir. Rien ne saurait remplacer la pratique renouvelée du pluralisme. Une lucidité, une vigilance de tous les instants demeurent nécessaires.

La collection « Prisme » se définit comme l'un des lieux de cette vigilance dans la société québécoise contemporaine. On y accueillera des perspectives critiques face aux idées dominantes, des approches novatrices dans l'étude des réalités politiques. Des efforts particuliers seront déployés pour promouvoir la relève intellectuelle. On réservera aussi une place de choix dans cette collection à des traductions d'essais importants écrits par des auteurs anglophones du Québec et du Canada. Cette collection aura atteint ses objectifs si elle parvient à surprendre le public éclairé, à le déranger, à lui faire entendre des voix ignorées ou oubliées. Cette collection est dirigée par Guy Laforest.

LE CONSERVATISME AU QUÉBEC

Retour sur une tradition oubliée

Frédéric Boily

LE CONSERVATISME AU QUÉBEC

Retour sur une tradition oubliée



Presses de
l'Université Laval

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société d'aide au développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

Maquette de couverture et mise en pages : Mariette Montambault

ISBN 978-2-7637-8594-3

ISBN-PDF 9782763705941

© Les Presses de l'Université Laval 2010

Tous droits réservés. Imprimé au Canada

Dépôt légal 4^e trimestre 2010

Les Presses de l'Université Laval

2305, rue de l'Université

Pavillon Pollack, bureau 3103

Université Laval, Québec

Canada, G1V 0A6

www.pulaval.com



Table des matières

Avant-propos	IX
Introduction	
Le conservatisme aujourd'hui	1
Les sociétés distinctes québécoises.....	4
Comment parler du conservatisme au Québec ?.....	6
Présentation des chapitres	10
Chapitre 1	
La nature du conservatisme	13
Définir le conservatisme.....	14
Politique et conservatisme.....	22
Les frontières du conservatisme.....	25
Chapitre 2	
Du conservatisme au Canada français.....	31
L'Action française et la sauvegarde de la communauté nationale	33
L'École sociale populaire : entre conservatisme et catholicisme social.....	42
Les conservateurs face à la tentation fasciste.....	51

Chapitre 3

Les conservateurs tranquilles ou les déçus de la Révolution tranquille	63
Les aspects conservateurs de la pensée de Fernand Dumont	65
Léon Dion ou l'angoisse de la disparition	73
Une nouvelle droite : les intellectuels de la « nouvelle sensibilité historique »	80

Chapitre 4

Des conservateurs en politique : de l'Union nationale à l'Action démocratique du Québec	91
L'Union nationale de Maurice Duplessis : un régime conservateur ?	93
Le moment créditiste	102
L'Action démocratique du Québec : entre conservatisme et populisme	109

En guise de conclusion

Réflexion sur la permanence et l'actualité du conservatisme	117
--	-----



Avant-propos

Cet ouvrage constitue l'aboutissement d'un travail de réflexion entrepris depuis plus de dix ans. Il s'appuie sur diverses publications (ouvrages et articles) qui, pour l'essentiel, sont consacrées à mieux comprendre les idéologies de droite, que ce soit le conservatisme, le populisme ou le fascisme.

Bien entendu, il repose tout autant sur la lecture des travaux des spécialistes de l'histoire intellectuelle et politique québécoise, travaux pour lesquels j'ai, par ailleurs, fréquemment rédigé plusieurs comptes rendus pour des revues spécialisées. Au fil du temps, et je m'en aperçois plus clairement aujourd'hui, j'ai eu l'occasion d'avancer certaines idées qui sont partie prenante de la réflexion poursuivie ici.

J'en profite donc pour remercier l'historien Jocelyn Létourneau qui m'a chaleureusement invité à rédiger cet ouvrage et qui a relu le manuscrit. Natalie Boisvert a elle aussi bien voulu en lire une version préliminaire, ce qui m'a permis d'en améliorer le style et la limpidité. Bien entendu, les erreurs et les maladroites sont miennes. Merci, enfin, à l'éditeur des Presses de l'Université Laval (PUL), M. Denis Dion, pour avoir appuyé mes plus récents projets intellectuels.



Introduction

Le conservatisme aujourd'hui

« Ceux qui estiment que le conservatisme dans le Québec n'est plus qu'un résidu que le passage du temps va effacer se trompent grandement. » – Léon Dion, « La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme », *La prochaine révolution*, Montréal, Leméac, 1973, p. 41.

Les débats au sujet de la nature et de l'importance du conservatisme sont aujourd'hui bien vivants. C'est notamment le cas aux États-Unis où l'on s'interroge intensément sur le legs politique des deux mandats de George W. Bush, plus spécialement sur l'avenir du conservatisme américain que plusieurs entrevoient de manière fort sombre. De nombreux observateurs pensent en effet que l'éclatante victoire de Barack Obama, en 2008, marque, pour les républicains, l'entrée dans une longue période d'hibernation politique¹. De manière générale, il est d'ailleurs fréquent de parler de « crise » à propos du conservatisme².

-
1. Wilfred M. McClay, « Is Conservatism finished ? », *Commentary*, janvier 2007, p. 13-19 ; John Ibbitson, « Divided Republicans struggle to find the right balance », *The Globe and Mail*, 9 mars, 2009, p. A1.
 2. Bruce Pilbeam, *Conservatism in Crisis ? Anglo-American Conservative Ideology after the Cold War*, New York, Palgrave MacMillan, 2003. Par contre, la récente déconvenue électorale essuyée par les démocrates, dans l'État du Massachusetts, est venue

Toutefois, d'autres affirment que, dans le monde occidental, c'est plutôt la gauche qui se trouve en déroute devant la droite qui ne cesse de gagner du terrain en imposant ses idées³.

Au Canada et au Québec, même si ce n'est pas avec la même intensité, les interrogations concernant l'existence et la persistance du conservatisme font aussi partie du paysage politique. Rappelons que ce sont d'abord les élections fédérales de 2006 qui ont vu les troupes du Parti conservateur du Canada (PCC) de Stephen Harper réaliser une percée inattendue, inespérée même pour les responsables du parti, dans la région de Québec, qui ont bousculé les idées reçues. Par la suite, lorsque l'Action démocratique du Québec (ADQ) s'est imposée devant le Parti québécois (PQ) pour devenir l'opposition officielle aux élections de mars 2007, les quelque 31 % de votes recueillis par les adéquistes à cette élection sont venus rappeler que la vie politique québécoise n'était pas toujours organisée autour de deux partis, l'un arc-bouté sur la souveraineté, l'autre sur le fédéralisme. Plusieurs se sont alors demandé si le conservatisme et la droite n'étaient pas en train de faire un retour sur le devant de la scène politique, comme si le conservatisme qu'on croyait un vestige du passé faisait subitement réapparition.

Il est vrai cependant que les élections de 2008, tant fédérales que provinciales, sont venues rappeler que la droite et le conservatisme, s'ils demeurent présents au Québec, ne constituent pas des courants dominants. Les élections de 2006 et de 2007 n'auraient-elles alors été que de simples feux de paille ou un moment de colère protestataire d'une partie de l'électorat qui appartiendrait déjà au passé ?

Avant de conclure en ce sens, la prudence s'impose. Car, s'il ne fallait pas surestimer les résultats électoraux de 2006 et de 2007 en faveur de la thèse d'un retour de la droite, autant il ne fallait pas exagérer ceux de 2008 et voir en ceux-ci une preuve indiquant la disparition de la droite et du conservatisme. C'est qu'il est hasardeux de tirer des conclusions à

rappeler que les conservateurs et les républicains ont peut-être encore quelques beaux jours devant eux. Rappelons que l'élection du sénateur républicain Scott Brown, qui est parvenu à arracher ce bastion démocrate détenu depuis des décennies par le clan Kennedy, a créé une onde de choc aux États-Unis. Marco Bélair-Cirino, « Amère défaite démocrate au Massachusetts », *Le Devoir*, 20 janvier 2010, p. A10.

3. Raffaele Simone, « Pourquoi l'Occident ne va pas à gauche », *Le Débat*, septembre-octobre 2009, n° 156.

partir d'élections survenues durant une courte période de temps. En outre, malgré le raffinement des analyses électorales, les explications du vote demeurent toujours nimbées de mystères. Pour chaque électeur qui partage l'idéologie d'un parti, combien y en a-t-il d'autres dont le choix du vote est motivé par le rejet sinon le dégoût des autres formations politiques ? Et c'est sans compter tous ceux qui votent pour une formation non pas sur la base du programme mais en fonction de l'aura de sincérité qu'ils croient, à tort ou à raison, déceler dans l'image des candidats. La confiance que les électeurs témoignent aux partis et à leurs chefs suit de bien tortueuses voies, comme le montre l'exemple de ce brillant étudiant qui, conservateur religieux, m'avait confié avoir si peu confiance en Stephen Harper qu'il avait exprimé son désarroi en votant pour Jack Layton à l'élection de 2004. Et si, en 2008, les conservateurs de Stephen Harper n'ont pas fait de gain, perdant même un député, ils sont tout de même parvenus à récolter 31 % des suffrages à l'extérieur de Montréal.

Chose certaine, il vaut mieux se méfier de conclure de manière définitive à la renaissance ou à la disparition d'un courant de pensée à la suite des moindres frissons de l'électorat. Cela dit, il paraît cependant raisonnable de penser que ces récentes élections ne reposent pas seulement sur des facteurs conjoncturels, essentiellement la faiblesse des libéraux tant au fédéral qu'au provincial, et qu'il y a là quelque chose de plus profond qu'une simple saute d'humeur. Comme l'écrit le politologue Marc Chevrier, les élections de 2006 et 2007 – et ajoutons celle de 2008 – ont ramené « un pluralisme » que l'on croyait disparu entre droite et gauche, entre conservatisme, libéralisme et social-démocratie⁴. Elles montrent que l'espace existe pour une nouvelle configuration politique et que des tendances ou des idées qu'on croyait disparues demeurent encore présentes. Elles illustrent aussi que bien des Québécois sont fatigués du débat constitutionnel et des éternelles querelles autour du moment d'un éventuel référendum, et qu'ils espèrent dorénavant un débat politique articulé autour d'un axe politique plus traditionnel, soit entre des positions de gauche et de droite.

4. Marc Chevrier et Lucille Beaudry, « Pensée critique, conservatisme ou libéralisme ? Considérations sur l'horizon politique et philosophique de la "nouvelle sensibilité" », *Une pensée libérale, critique ou conservatrice ? Actualité de Hannah Arendt, d'Emmanuel Mounier et de George Grant pour le Québec d'aujourd'hui*, sous la direction de Marc Chevrier et Lucille Beaudry, Québec, PUL, 2007, p. 9.

Or, nous avons perdu de vue ce pluralisme idéologique. Vu d'ailleurs, de l'Alberta notamment, le Québec passe souvent pour un endroit où la social-démocratie domine sans partage avec une population qui, faisant bloc derrière la gauche, serait plus libérale et plus progressiste sur le plan des mœurs sociales qu'ailleurs au pays. Certes, il y a du vrai dans cette caractérisation, mais une telle façon de voir les choses se révèle un peu trop schématique puisqu'elle laisse dans l'ombre des dimensions importantes de l'éthos politique québécois.

Les sociétés distinctes québécoises

Nous avons une forte tendance à regarder les sociétés de manière unidimensionnelle. C'est que, dans la foulée des processus de construction nationale qui se sont ébranlés au cours du XIX^e siècle, il s'est produit une intense lutte concernant la représentation de l'identité nationale. Cependant, il n'existe pas de définition objective de cette dernière, celle-ci étant toujours en mouvement ou fluctuante au gré des circonstances et des acteurs qui s'affrontent pour déterminer ce qu'elle sera. Il s'agit d'un processus complexe fait d'affrontements politico-intellectuels entre des visions concurrentes de l'identité de la nation, et qui sont véhiculées et portées par différents acteurs. Les intellectuels sont au cœur de ces combats. L'historien Gérard Noiriel écrit avec justesse que « ce sont les luttes de concurrence opposant des individus parlant chacun au nom de sa "nation" qui ont joué le rôle décisif dans le développement de ce processus identitaire⁵ ». Mais cette concurrence entre conceptions rivales autour de la définition de la nation laisse dans l'ombre des dimensions pourtant constitutives d'une société, lesquelles se révèlent autant de points aveugles à analyser. Nous nous retrouvons avec un portrait qui, sans être faux, ne révèle pas toute la diversité idéologique et politique des sociétés en question. Pas plus que d'autres collectivités, le Québec n'a échappé à cet affrontement des identités.

Lorsque nous parlons du Québec, la tendance a souvent été d'utiliser des grilles d'analyse binaire, lesquelles opposent des blocs monolithiques. Ainsi, il est fréquent d'opposer le Québec au *Rest of Canada* (ROC), comme si les deux entités avaient chacune leur personnalité propre. En

5. Gérard Noiriel, *À quoi sert « l'identité nationale »*, Marseille, Agone, 2007, p. 14.

ce qui concerne le ROC, cette grille d'analyse est plutôt inopérante. À vrai dire, le *Rest of Canada* n'existe que par commodité de langage, chacune des provinces étant bien trop distincte l'une de l'autre pour croire qu'elles se réduisent à un commun dénominateur les englobant dans un tout politico-social unifié. Par exemple, si nous parlons communément des provinces de l'Ouest, l'unité n'existe guère entre des provinces qui ont adopté des modèles étatiques fort différents les uns des autres. S'il est possible de parler d'une culture politique de protestation commune à l'Ouest canadien, il ne faut pas oublier les différences marquées entre les provinces, ainsi qu'à l'intérieur même de celles-ci (entre le sud et le nord de l'Alberta par exemple).

À cet égard, et même si son propos porte sur la France, Dominique Strauss-Kahn a dit quelque chose de très juste lorsqu'il a écrit que l'hexagone français n'est pas un mais « mille univers⁶ ». Or, la même situation existe au Québec qui, à l'instar de l'ancienne mère-patrie, n'est pas un mais est lui aussi composé de multiples univers, au point où nous pouvons parler des *Québecs*, notamment celui des régions périphériques dont le cœur ne bat pas toujours au rythme de celui de la métropole montréalaise⁷.

Or, cette diversité n'est pas seulement géographique et économique. Elle est aussi présente sur le plan idéologique, car il y a toujours eu quelques sensibilités qui s'affrontaient sur la scène politique et intellectuelle. Cependant, nous avons eu tendance à oublier cette diversité idéologique en raison de la domination, à certaines époques, de courants politiques et intellectuels, ce qui est venu donner une fausse image d'unanimité. Comme toute société, le Québec n'est pourtant pas constitué d'un seul bloc sur le plan politique. Pour tout dire, la province canadienne la plus proche de l'unanimité n'est pas tant le Québec que l'Alberta, là où, plus que partout au Canada, domine aussi outrageusement un parti politique, comme c'est le cas des conservateurs provinciaux qui, depuis près de 40 ans maintenant, occupent le pouvoir à l'Assemblée législative alber-

6. Dominique Strauss-Kahn, « Trois ruptures pour une refondation à gauche », *Le Nouvel Observateur*, 31 mai-6 juin 2007, n° 2221, p. 39.

7. André Larocque, « Des régions politiques et des citoyens régionaux », *Libérer les Québecs. Décentralisation et démocratie*, Coalition pour un Québec des régions, 2007, p. 87.